



Conseil économique et social

Distr. générale
28 juin 2012
Français
Original: anglais

Commission économique pour l'Europe

Organe exécutif de la Convention sur la pollution
atmosphérique transfrontière à longue distance

Groupe de travail des stratégies et de l'examen

Cinquantième session

Genève, 10-14 septembre 2012

Point 6 de l'ordre du jour provisoire

Progrès accomplis dans la mise en œuvre du plan de travail pour 2012-2013

Azote réactif

Rapport des Coprésidents de l'Équipe spéciale de l'azote réactif*

I. Introduction

1. Le présent rapport, établi en coopération avec le secrétariat de la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance, expose les résultats de la septième réunion de l'Équipe spéciale de l'azote réactif, qui s'est tenue du 28 février au 2 mars 2012 à Saint-Petersbourg (Fédération de Russie)¹. Le rapport rend compte aussi de façon succincte des activités et des résultats de l'atelier concernant l'atténuation des émissions d'ammoniac dans les pays d'Europe orientale, du Caucase, d'Asie centrale et les autres pays de la région de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CEE), et de l'atelier du Réseau d'experts des avantages et des instruments économiques.

A. Participation

2. La réunion accueillait 67 participants venus de 16 pays, dont ceux qui participaient à la réunion parallèle du Réseau d'experts. Étaient présents aussi des représentants du Groupe

* Le présent document n'a pas été revu par les services d'édition.

¹ Les documents d'information, les communications et les rapports présentés au cours de la réunion peuvent être consultés à l'adresse: www.clrtap-tfrn.org. Les rapports sur les travaux récents menés par les groupes d'experts de l'Équipe spéciale peuvent être consultés aussi sur la page Web respective du Groupe d'experts sur la réduction des émissions d'azote d'origine agricole, du Groupe d'experts des bilans d'azote, du Groupe d'experts sur l'azote et l'alimentation et du Groupe d'experts sur l'azote et le climat.

de travail des stratégies et de l'examen, de l'Équipe spéciale des modèles d'évaluation intégrée, du Centre pour les modèles d'évaluation intégrée (CMEI) de l'EMEP² à l'Institut international d'analyse des systèmes appliqués (IIASA) et de la Commission d'Helsinki pour la protection du milieu marin de la mer Baltique.

B. Organisation des travaux

3. La réunion de l'Équipe spéciale était coprésidée par les représentants des Pays-Bas et du Royaume-Uni. Elle était accueillie par la Fédération de Russie, avec le soutien du Department for Environment, Food and Rural Affairs du Royaume-Uni, de l'Institut de protection de l'environnement (RIVM) des Pays-Bas, du Ministère de l'économie, de l'agriculture et de l'innovation des Pays-Bas et de l'Institut de recherche sur le génie agricole et l'électrification du Nord-Ouest (SZNIIMESH) de l'Académie russe des sciences agricoles.

4. La réunion a été ouverte par un représentant de la Fédération de Russie, le Directeur du SZNIIMESH, qui a insisté sur le problème permanent consistant à réduire les émissions d'ammoniac dans la Fédération de Russie et indiqué que des manifestations comme la septième réunion de l'Équipe spéciale de l'azote réactif, spécifiquement conçue pour traiter de questions intéressant les représentants de l'Europe orientale, du Caucase et de l'Asie centrale, étaient très propices à la compréhension mutuelle. Un représentant du Ministère de l'environnement de la Fédération de Russie a souhaité la bienvenue aux participants et a fait valoir que l'information partagée entre les pays d'Europe orientale, du Caucase et d'Asie centrale et du reste de la région de la Commission économique pour l'Europe (CEE) au cours de la réunion serait utile pour travailler à l'harmonisation des politiques générales dans l'ensemble de la région.

5. L'Équipe spéciale de l'azote réactif a travaillé en séance plénière, avec interprétation simultanée en anglais et en russe. Elle a examiné le travail de ses groupes d'experts et les résultats de deux ateliers. Elle s'est penchée aussi sur les perspectives en matière de pollution de l'eau par l'azote et sur les liens éventuels entre l'atténuation des émissions et le passage des pays à l'économie verte.

II. Activités liées au Protocole relatif à la réduction de l'acidification, de l'eutrophisation et de l'ozone troposphérique (Protocole de Göteborg)

6. Le Coprésident britannique a rendu compte à l'Équipe spéciale de l'information présentée à la quarante-neuvième session du Groupe de travail des stratégies et de l'examen en septembre 2011, et exposée en détail dans le rapport des Coprésidents (ECE/EB.AIR/WG.5/2011/16).

7. Une version mise à jour du document d'orientation sur l'ammoniac avait été présentée à la quarante-neuvième session du Groupe de travail (document informel n° 21). Celui-ci était convenu qu'une nouvelle version serait soumise à la trentième session de l'Organe exécutif en avril après incorporation des commentaires des membres du Groupe de travail et du Groupe d'experts sur la réduction des émissions d'azote.

8. Le Coprésident a résumé les conclusions du rapport intitulé «Ammonia reductions and costs implied by the three ambition levels proposed in the Draft Annex IV to the

² Programme concerté de surveillance continue et d'évaluation du transport à longue distance des polluants atmosphériques en Europe.

Gothenburg protocol», qui avait été présenté à la vingt-neuvième session de l'Organe exécutif (document informel n° 5). Ce rapport contenait des prévisions de coûts de la réduction des émissions d'ammoniac d'ici à 2020, en fonction des trois niveaux d'ambition établis dans le projet d'annexe IX au Protocole de Göteborg (ECE/EB.AIR/2012/11) par l'Équipe spéciale de l'azote réactif, ainsi qu'un scénario d'optimisation des coûts. Tous les calculs avaient été faits à l'aide du modèle actualisé des interactions et des synergies entre les gaz à effet de serre et la pollution atmosphérique (modèle GAINS). Les participants ont été priés d'examiner le rapport, en particulier les coûts indiqués pour leur pays, et d'en discuter avec leurs collègues, les centres de liaison nationaux et les ministres compétents. On a souligné que le coût de la réduction des émissions d'ammoniac dans les trois scénarios était très inférieur aux estimations précédentes, représentant un coût additionnel de 200 à 1 000 millions d'euros pour l'ensemble de la région de la CEE, en fonction du niveau d'ambition.

A. Annexe IX au Protocole de Göteborg

9. Il a été indiqué qu'un document informel avait été soumis par la Commission européenne à l'Organe exécutif de la Convention à sa trentième session, en tant que proposition d'amendement de l'annexe IX. Comme ce document contenait des données techniques qui n'étaient pas tout à fait exactes, l'Équipe spéciale a décidé que les Coprésidents enverraient une réponse à la Commission européenne concernant ces questions techniques.

B. Document d'orientation sur la réduction des émissions d'ammoniac

10. La mise au point du document d'orientation sur la réduction des émissions d'ammoniac avait été au cœur des réflexions du Groupe d'experts sur l'atténuation de l'azote d'origine agricole réuni à Saint-Petersbourg (Fédération de Russie) le 27 février 2012. Le Groupe des 45 experts avait travaillé en trois sous-groupes parallèles s'occupant chacun d'une partie du document. Le résultat des délibérations devait être incorporé dans un nouveau projet de texte. Le document révisé avait été soumis pour traduction en français et en russe, en vue d'être présenté à la trentième session de l'Organe exécutif en tant que document informel.

11. L'Équipe spéciale a pris note d'un article récent de la revue *Biogeosciences*, qui évoquait la nécessité de réviser l'ordre de grandeur des coefficients d'émission d'ammoniac résultant de l'épandage du lisier³. Le Groupe d'experts sur la réduction des émissions d'azote d'origine agricole a relevé les conséquences qui pouvaient en découler pour le travail d'inventaire, les calculs de réduction et l'élaboration de bilans d'azote. Le Groupe a conclu qu'on avait besoin d'un complément d'information sur les séries de données utilisées et qu'on pouvait appliquer aussi des modèles mécanistes du dégagement d'ammoniac pour mieux étayer les travaux avant de mettre à jour les coefficients d'émission. Par ailleurs, le résultat des travaux en cours en Suisse serait disponible ultérieurement pour éclairer le débat.

³ Sintermann *et al.*, 2011, «Are ammonia emissions from field-applied slurry substantially over-estimated in European emission inventories?».

C. Code-cadre de bonnes pratiques agricoles

12. Le Groupe d'experts sur la réduction des émissions d'azote d'origine agricole a discuté de la mise à jour du code-cadre CEE-ONU de bonnes pratiques agricoles pour réduire les émissions d'ammoniac (ECE/EB.AIR/WG.5/2001/7). Un questionnaire sur le code-cadre avait été diffusé et renvoyé aux Coprésidents du Groupe, accompagné de plusieurs offres d'aide pour l'élaboration d'une version plus élaborée du texte. Le Coprésident tchèque du Groupe d'experts a souligné que le document était utile aux pays et qu'il méritait d'être lu par toutes les personnes participant aux travaux relatifs au Protocole de Göteborg et à son annexe IX.

III. Atelier «Réduction des émissions d'ammoniac dans la région de l'Europe orientale, du Caucase et de l'Asie centrale et des autres pays de la CEE en liaison avec le cycle de l'azote»

13. L'atelier s'est tenu le 29 février 2012, avec interprétation simultanée en russe et en anglais. Il réunissait 47 participants de 16 pays. Le programme comprenait de nombreuses monographies par pays ainsi que des exposés de plusieurs participants d'Europe orientale, du Caucase et d'Asie centrale. Une résolution a été présentée et acceptée par l'Équipe spéciale de l'azote réactif. Elle comprend la décision de l'Équipe spéciale d'établir un groupe d'experts de l'azote dans les pays d'Europe orientale, du Caucase et d'Asie centrale. La résolution adoptée (annexe A) est reproduite ici pour information à l'intention du Groupe de travail des stratégies et de l'examen et du Groupe de coordination des pays en question.

14. Le nouveau Groupe d'experts de l'azote dans les pays d'Europe orientale, du Caucase et d'Asie centrale aurait pour mandat: a) de reconnaître la valeur des systèmes tout à fait particuliers de gestion de l'azote dans ces pays; b) de promouvoir la coopération entre pays d'Europe orientale, du Caucase et d'Asie centrale et dans toute la région de la CEE, notamment la coopération avec les autres groupes d'experts de l'Équipe spéciale. On a estimé que le Groupe donnerait la possibilité de collaborer plus étroitement et de procéder à des échanges plus nombreux dans ce domaine, aboutissant à une implication plus étroite des pays d'Europe orientale, du Caucase et d'Asie centrale dans les travaux de l'Équipe spéciale, à partir des bons résultats obtenus et des liens noués au cours des réunions organisées à l'occasion de la septième session de l'Équipe spéciale.

IV. Bilans d'azote

15. Le Coprésident du Groupe d'experts des bilans d'azote a rendu compte des travaux accomplis par le Groupe depuis la dernière réunion de l'Équipe spéciale et il a présenté l'ordre du jour de la réunion qui avait suivi immédiatement celle de l'Équipe spéciale le 2 mars 2012. Il a présenté l'état d'avancement des travaux dans plusieurs domaines, notamment le document d'orientation sur les bilans d'azote qui avait été soumis au Groupe de travail des stratégies et de l'examen à sa quarante-neuvième session (document informel n° 20). Le Groupe d'experts allait examiner toute nouvelle modification à apporter au document et il rédigerait un texte actualisé pour la trentième session de l'Organe exécutif en avril, afin d'étayer ses débats sur la mise à jour du Protocole de Göteborg.

16. L'atelier intitulé «Instrument dynamique pour les bilans d'azote» s'est tenu en Suisse en août 2011. Une version en vigueur de l'instrument a été établie pour la Suisse. Par la suite, le Groupe d'experts a exprimé le désir d'aider d'autres pays dans l'emploi de l'instrument, en l'adaptant à leur situation nationale.

17. Le Groupe d'experts avait noué des relations avec d'autres organismes internationaux comme l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et EUROSTAT, afin d'examiner des questions comme l'utilisation de l'azote en tant qu'indicateur écologique de haut niveau. En vue de faire avancer les travaux, le Groupe explorait la possibilité de conclure un mémorandum d'accord entre EUROSTAT et la CEE. L'Équipe spéciale est convenue que c'était un bon moyen d'encourager la collaboration à l'avenir.

18. Des bilans nationaux d'azote tels que celui qui avait été élaboré pour l'Autriche avaient été discutés aussi à la réunion suivante du Groupe d'experts, de même que l'élaboration de bilans au niveau des exploitations. Il avait été proposé d'organiser un atelier à l'automne de 2012 pour faire avancer les travaux. Le Groupe d'experts des bilans d'azote serait heureux d'accueillir à cette fin des experts des bilans au niveau des exploitations.

V. Consommation alimentaire et pollution par l'azote

19. Au nom du Groupe d'experts sur l'azote et l'alimentation, un représentant de l'Italie a présenté un projet de rapport succinct intitulé «Nitrogen on the table: The influence of food choices on nitrogen emissions and the European environment». Le rapport établissait un lien entre les choix nutritionnels et la pollution par le cycle de l'azote, notamment un lien entre les émissions d'ammoniac et les émissions d'autres formes de l'azote telles que les nitrates et l'oxyde nitreux, gaz à effet de serre. Pour l'analyse, on avait commencé par élaborer des empreintes correspondant à différents produits alimentaires, puis on avait examiné l'impact potentiel de six scénarios de choix alimentaires sur les degrés de pollution pour deux scénarios d'utilisation des sols dans chaque cas. Comme il s'agissait du premier essai d'analyse de ce genre, le Groupe avait limité son travail à la zone des 27 pays de l'Union européenne (UE-27).

20. Il a été décidé que l'intégralité du rapport serait publiée en 2012 sous le titre «Special Report of the European Nitrogen Assessment». L'empreinte azote de tous les pays de l'UE-27 avait été présentée au cours de la réunion et l'on avait noté que dans certains pays la consommation de protéines par habitant était le double des besoins prévus dans les normes de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). La production de viande de bœuf était plus polluante que la production de porc et de volaille. Parmi les scénarios examinés, le passage à une alimentation contenant 50 % de produits animaux (viande et laitage, remplacés par des végétaux) en moins était le plus utile pour atténuer la pollution par l'azote, réduisant de 43 % les émissions d'ammoniac et de 35 % le lessivage des nitrates. D'après les recommandations de l'OMS, notamment concernant les graisses saturées, on pouvait considérer qu'en évitant la surconsommation de produits animaux on obtenait d'autres avantages non négligeables pour la santé humaine, ainsi qu'il ressortait des scénarios. Il avait été convenu qu'il serait utile à l'avenir d'étendre ce genre d'étude aux pays d'Europe orientale, du Caucase et d'Asie centrale moyennant des ressources suffisantes.

VI. Azote et climat

21. Le Coprésident britannique de l'Équipe spéciale a fait le point brièvement des travaux du Groupe d'experts de l'azote et du climat. Un rapport initial (document informel n° 9) avait été présenté à l'Organe exécutif de la Convention en décembre 2010. Un atelier intitulé «Nitrogen and climate: Interactions of reactive nitrogen with climate change and opportunities for integrated management strategies» s'était tenu à Amsterdam à la fin d'octobre 2011 avec la collaboration du groupe de travail II du Groupe

intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC). Le rapport de la réunion, consultable sur le site Web de l'Équipe spéciale, soulignait les possibilités d'examiner dans le cinquième rapport d'évaluation du GIEC le rôle de l'azote dans le changement climatique.

VII. Atelier du Réseau d'experts des avantages et des instruments économiques

22. Le Président du Réseau d'experts des avantages et des instruments économiques (NEBEI) a rendu compte des activités d'un atelier intitulé «Further quantification of the effects of air pollutants on ecosystems», organisé le 29 février à Saint-Petersbourg (Fédération de Russie), à l'occasion de la septième réunion de l'Équipe spéciale de l'azote réactif. L'atelier réunissait 17 participants venus de 10 pays. Il avait bénéficié de la traduction simultanée entre le russe et l'anglais. On avait exposé le rôle du NEBEI dans la Convention et un débat s'était engagé sur l'emploi d'instruments économiques comme les subventions, la fiscalité et l'investissement. Le Groupe avait déjà élaboré un document d'orientation, qu'il serait très utile de traduire en russe.

23. Une analyse des coûts-avantages avait été examinée aussi au cours de l'atelier, dans le cadre de trois monographies, dont une en rapport avec le Protocole de Göteborg. Des innovations dans les méthodes avaient été discutées et l'on avait constaté dans une monographie que la sensibilité à la pollution pouvait varier d'un pays à l'autre. Dans l'ensemble, les participants étaient convenus qu'il importait de réfléchir soigneusement à la manière de communiquer les résultats de ces études aux décideurs, en tenant compte des données techniques nécessaires et de l'opportunité de se faire comprendre aisément. Le NEBEI rédigerait un rapport complet de l'atelier.

VIII. Évaluation de l'azote à l'échelle européenne

24. Le Coprésident britannique a informé l'Équipe spéciale des activités récentes concernant l'évaluation de l'azote à l'échelle européenne, commencée en avril 2011. Il a souligné le grand nombre de présentations dont l'évaluation avait fait l'objet et qui avaient conduit à sa diffusion, notamment au cours de conférences organisées par Fertilizers Europe, la Commission européenne et la Fédération internationale des mouvements d'agriculture biologique. Il a exposé la méthode selon laquelle les rapports spéciaux de l'évaluation pourraient être publiés par l'intermédiaire de l'Équipe spéciale, afin de simplifier l'information et la communication lorsque a) un rapport aurait fait l'objet d'un examen collégial et b) il y aurait lieu de publier le rapport en question. À ce sujet, l'Équipe spéciale a décidé que le futur rapport du Groupe d'experts sur l'azote et l'alimentation intitulé «Nitrogen on the table: The influence of food choices on nitrogen emissions and the European environment» serait publié en tant que «rapport spécial» dans le cadre de l'évaluation de l'azote à l'échelle européenne.

25. Le Coprésident a fait le point des travaux du Partenariat mondial pour la gestion des nutriments, créé à l'initiative du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), et qui préparait une analyse succincte de la gestion des nutriments dans une perspective mondiale, afin de compléter d'autres évaluations régionales en cours concernant l'azote. Cette analyse avait été présentée par le Coprésident britannique de l'Équipe spéciale à la troisième session de la Réunion intergouvernementale chargée d'examiner la mise en œuvre du Programme d'action mondial pour la protection du milieu marin contre la pollution due aux activités terrestres. Ce travail pourrait un jour étayer l'établissement d'une évaluation mondiale de l'azote ou des nutriments à laquelle l'Équipe

spéciale de l'azote réactif contribuerait. Le Coprésident a souligné qu'il y avait là une occasion importante d'établir un lien plus étroit entre l'évaluation de la pollution par l'azote et de la pollution atmosphérique transfrontière et les milieux s'occupant de pollution marine et de pollution terrestre, ce qui permettrait d'envisager une gestion plus intégrée de l'azote.

IX. Données d'expérience d'autres conventions et processus internationaux

26. Un représentant de la Commission d'Helsinki (HELCOM) a présenté un aperçu des questions de pollution par l'azote concernant la mer Baltique, des travaux de la Commission et du Plan d'action pour la Baltique. Le Plan visait à apporter des améliorations d'ici à l'année 2020 grâce à un certain nombre de mesures, notamment sous forme des objectifs intérimaires de réduction des nutriments fixés pour 2016. Concernant l'eutrophisation, on avait défini des objectifs en calculant les déversements maximums permis dans la mer Baltique puis en les convertissant en chiffres de réduction requise des différentes sources. Les participants ont noté que 25 % de l'azote déversé dans la Baltique provenait de la pollution atmosphérique. Afin d'y remédier, HELCOM travaillait sur plusieurs fronts, notamment en s'occupant des déversements dus au transport maritime, et elle était vivement désireuse d'entretenir une liaison étroite avec la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance et avec la Commission européenne. Concernant l'agriculture, la Convention d'Helsinki était assortie d'une annexe traitant des émissions de source agricole. Ce travail s'appuyait notamment sur le projet Balthazar, axé sur l'évaluation des risques présentés par les grands systèmes agricoles de la Fédération de Russie. Au demeurant, il y avait encore beaucoup à faire pour atténuer les émissions d'origine agricole.

27. Un représentant d'Apele Roumanie, le Ministère roumain de l'eau et de la protection de l'environnement, a évoqué la Directive de l'Union européenne établissant le cadre d'une politique communautaire de l'eau et la manière dont elle était appliquée en Roumanie, ainsi que la Directive de 1991 sur la pollution par les nitrates. Environ 55 % de la surface du pays avait été désignée comme zone vulnérable aux nitrates. Dans l'agriculture, de nombreuses mesures qui étaient bénéfiques pour réduire le lessivage des nitrates étaient utiles aussi pour réduire les émissions d'ammoniac, et il existait des possibilités de progrès dans ce domaine si les milieux concernés par ces deux types de pollution pouvaient établir des liens entre eux et définir des synergies.

28. Un représentant de la Fédération de Russie a fait un exposé sur les difficultés de la modélisation de la charge en matières nutritives dans le golfe de Finlande. Il a souligné la nécessité d'évaluer le rôle des échanges de masse entre la surface terrestre et l'atmosphère, en termes de charge et de bilan de masse. La tâche pouvait être compliquée par l'hétérogénéité des terres et aussi par l'impact humain.

29. L'Équipe spéciale a examiné les relations entre la pollution atmosphérique et la pollution des eaux en rapport avec une réduction éventuelle des émissions dues aux pratiques agricoles. On a signalé l'existence de synergies non négligeables, mais aussi d'éventuelles corrélations négatives, et les deux questions devaient être traitées. On a suggéré qu'afin d'améliorer l'intégration entre ces domaines d'action, il serait très utile que les groupes qui élaboraient des objectifs puissent travailler activement les uns avec les autres et, si possible, prévoir des délais analogues pour les objectifs à atteindre, ce qui rendrait le processus beaucoup plus concret pour les parties intéressées. Le Coprésident de l'Équipe spéciale a indiqué que l'Équipe était entrée en relation avec le secrétariat de la Convention de la CEE sur les cours d'eau transfrontières et les lacs internationaux concernant une éventuelle coopération portant sur l'interaction entre la pollution transfrontière par l'azote dans l'atmosphère et la pollution dans les cours d'eau.

X. L'azote et l'économie verte

30. Un représentant du Danemark a amorcé un débat sur l'économie verte à propos des émissions d'azote, en présentant les faits nouveaux intervenus dans l'organisation de l'agriculture au Danemark, que l'on espérait voir contribuer à l'économie verte. Certains des changements proposés dans le pays pouvaient susciter des problèmes, dont chacun devait être traité. Une de ces difficultés pouvait résider dans une diminution des rendements résultant du passage à l'agriculture biologique. Les notions d'«économie verte», de «croissance verte», etc., ont été examinées, ainsi que leurs liens avec l'agriculture, le développement durable et éventuellement avec l'énergie et l'industrie. Les opinions divergeaient concernant le but d'activités ayant des objectifs écologiques et la recherche du «développement durable» par opposition à une «croissance» présentant le minimum d'impact sur l'environnement; quoi qu'il en soit, la décision concernant les moyens de parvenir à un objectif déterminé demeurerait sujette à discussion entre les pays. L'Équipe spéciale est convenue que les exposés et la discussion étaient une bonne préparation aux travaux futurs et que l'activité suivante consisterait à organiser un atelier destiné à faire avancer le débat, auquel on associerait une série de parties prenantes, éventuellement en coopération avec l'Équipe spéciale des modèles d'évaluation intégrée.

XI. Travaux futurs

31. L'Équipe spéciale a examiné le plan de travail précédent et mis à jour ses tâches et ses priorités en conséquence. Les travaux futurs, énumérés ci-après, étaient divisés en travaux de base/en cours et nouveaux éléments (les activités nouvelles et/ou à long terme étant en italique et les principaux domaines d'intérêt en caractères gras):

a) Poursuivre les travaux sur la réduction des émissions d'azote provenant des sources agricoles, recueillir davantage d'informations techniques et scientifiques sur une approche intégrée de l'atténuation des effets des émissions d'origine agricole, notamment dans l'optique de la révision du Protocole de Göteborg et, en particulier:

i) **Achever l'actualisation du document d'orientation;**

ii) Continuer de coopérer avec le Centre pour les modèles d'évaluation intégrée (CMEI) afin d'examiner les coûts et les avantages des mesures de réduction des émissions d'ammoniac;

iii) *Poursuivre l'actualisation du Code-cadre CEE de bonnes pratiques agricoles pour réduire les émissions d'ammoniac; alimenter les délibérations du Groupe de travail des stratégies et de l'examen sur la révision de l'annexe IX du Protocole de Göteborg, et tenir compte des documents de référence pertinents de la Commission européenne sur les meilleures techniques disponibles (MPD);*

iv) *Mettre au point des méthodes multipolluants;*

b) Continuer à fournir des informations techniques sur l'établissement et l'utilisation de bilans azote et l'estimation des émissions d'azote:

i) À l'échelle nationale et pour différents périmètres de système;

ii) **Examiner en particulier l'échelle des exploitations;**

c) Continuer à recueillir et à communiquer des informations techniques et scientifiques appuyant la révision du Protocole de Göteborg pour l'ensemble du cycle de l'azote;

- d) Continuer à recueillir et à évaluer les informations fournies par les centres de liaison nationaux pour rendre compte de leurs expériences, y compris de leurs difficultés à élaborer et à mettre en œuvre une approche intégrée;
- e) Produire des informations techniques concernant les effets de l'alimentation humaine sur l'utilisation et les émissions d'azote;
- f) **Coopérer avec les pays d'Europe orientale, du Caucase et d'Asie centrale à la mise en place d'approches pour la gestion de l'azote réactif dans les secteurs industriel et agricole afin:**
 - i) De déterminer les obstacles à la mise en œuvre du Protocole de Göteborg;
 - ii) D'améliorer la collaboration avec le Groupe de coordination pour l'Europe orientale, le Caucase et l'Asie centrale, qui a été créé récemment;
 - g) Continuer d'améliorer la coordination des activités menées dans le cadre de la Convention et hors Convention, et collaborer avec les organes subsidiaires relevant de la Convention à l'achèvement de leurs travaux, en particulier:
 - i) Coopérer avec le Programme international concerté (PIC) Modélisation et cartographie des charges et des niveaux critiques ainsi que des effets, risques et tendances de la pollution atmosphérique, notamment en ce qui concerne les charges critiques et la modélisation dynamique des effets de l'azote, y compris pour la définition d'indicateurs, par le recours à des approches basées sur les bilans d'azote, et les liens entre l'azote et le climat, en collaboration avec des organismes comme l'OCDE, EUROSTAT et le PNUE;
 - ii) Avec l'Équipe spéciale des inventaires et des projections des émissions, continuer d'assurer la cohérence entre la mise au point d'estimations des émissions et l'estimation de l'efficacité des réductions des émissions d'origine agricole; **organiser le plus rapidement possible un atelier sur les émissions d'origine agricole et leurs projections;**
 - iii) Avec l'Équipe spéciale des modèles d'évaluation intégrée, participer aux réunions pertinentes, notamment fournir des avis visant à éviter le remplacement d'une pollution par une autre et examiner les effets des comportements humains, y compris des choix alimentaires; **organiser un atelier conjoint sur les émissions d'azote et l'économie verte;**
 - h) Continuer à diffuser les résultats de l'Évaluation de l'azote à l'échelle européenne et examiner les perspectives à long terme pour ce qui est des possibilités de liens entre la pollution atmosphérique, la pollution de l'eau et les autres menaces pour l'environnement;
 - i) Étudier les perspectives et les possibilités d'intégration de la gestion de l'azote dans la Convention et dans d'autres conventions de la CEE et conventions internationales; établir un document informel sur ce sujet;
 - j) Tenir la huitième réunion de l'Équipe spéciale, dont la date a été provisoirement fixée à mai 2013, et soumettre son rapport.

Annexe A

Résolution de l'atelier

Réduction des émissions d'ammoniac dans la région de la CEE et les pays d'Europe orientale, du Caucase et d'Asie centrale en liaison avec le cycle de l'azote

29 février 2012, Saint-Petersbourg (Fédération de Russie)

Reconnaissant que l'Équipe spéciale de l'azote réactif de la CEE relevant de la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance a pour mandat:

- a) De fournir une information technique permettant d'élaborer une perspective et une approche intégrées de la réduction des émissions d'azote réactif et de leurs effets;
- b) D'améliorer la coordination pour l'élaboration de politiques intégrées de l'azote réactif;
- c) De rechercher des synergies entre les politiques relatives à la pollution atmosphérique et les autres politiques;

Appréciant l'hospitalité du SZNIIMESH qui a accueilli à Saint-Petersbourg et coorganisé la septième réunion de l'Équipe spéciale de l'azote réactif, qui a permis la participation de nombreux spécialistes des pays d'Europe orientale, du Caucase et d'Asie centrale, avec le soutien de nombreux autres pays;

Reconnaissant que la réduction des émissions d'ammoniac fait partie d'une approche intégrée de la réduction des émissions d'azote réactif et de leurs effets sur l'acidification, l'eutrophisation et le changement climatique et qu'elle peut contribuer à une bonne utilisation des nutriments (azotés) pour les plantes comme pour les animaux, à l'échelle locale, régionale et mondiale;

Étant donné que les pays d'Europe orientale, du Caucase et d'Asie centrale possèdent un secteur agricole étendu et diversifié, un atelier spécial d'une journée a été organisé pour échanger des renseignements sur les diverses possibilités de réduction des émissions d'ammoniac dans ces pays, en liaison avec le cycle de l'azote, ainsi que dans les autres pays de la région de la CEE;

Constatant avec satisfaction que 47 participants ont assisté à l'atelier, en provenance de 16 pays: Allemagne, Azerbaïdjan, Bélarus, Canada, Danemark, Fédération de Russie, Irlande, Italie, Kazakhstan, Moldova, Pays-Bas, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni, Suisse et Ukraine,

Les participants à l'atelier ont décidé:

1. D'approuver les résultats de la recherche, les conclusions et les propositions présentés dans les communications des participants;
2. De promouvoir le renforcement de la coopération et de l'échange d'informations entre les pays de l'Est et les pays de l'Ouest;
3. De proposer de créer au sein de l'Équipe spéciale de l'azote réactif un groupe d'experts de l'azote dans les pays d'Europe orientale, du Caucase et d'Asie centrale, chargé a) de reconnaître la valeur des systèmes et de la gestion de l'azote dans ces pays, b) de promouvoir la coopération entre pays d'Europe orientale, du Caucase et d'Asie centrale et

dans toute la région de la CEE, y compris avec les autres groupes d'experts de l'Équipe spéciale. Le Groupe d'experts de l'azote s'attacherait principalement i) à faire mieux connaître et comprendre les émissions d'azote réactif, ii) à explorer diverses possibilités de gestion intégrée de l'azote en vue de réduire les émissions, iii) à mettre à jour les coefficients d'émission d'origine agricole dans les pays d'Europe orientale, du Caucase et d'Asie centrale et à les comparer avec le Guide EMEP-AEE (Programme concerté de surveillance continue et d'évaluation/Agence européenne pour l'environnement) des inventaires des émissions de polluants atmosphériques dans le cadre de la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance;

4. De coordonner les activités du Groupe d'experts de l'azote des pays d'Europe orientale, du Caucase et d'Asie centrale relevant de l'Équipe spéciale de l'azote réactif avec celles du groupe de coordination pour l'Europe orientale, le Caucase et l'Asie centrale, par les moyens suivants:

- a) Organisation de manifestations communes;
- b) Collaboration dans la recherche de financement et la réalisation de projets communs;
- c) Échange d'informations et mise en œuvre des résultats obtenus dans tous les pays de la région;
- d) Traduction en russe et en anglais (si possible) des documents du Groupe d'experts de l'azote des pays d'Europe orientale, du Caucase et d'Asie centrale, afin de les mettre à la disposition d'experts de nombreux pays;

5. De demander aux organisateurs et aux participants de publier les documents et les communications de l'atelier dans le compte rendu des travaux et explorer les possibilités d'élaborer une version anglais-russe de ce compte rendu;

6. De rédiger un certain nombre d'articles sur les problèmes de l'azote réactif destinés à la publication dans des revues scientifiques de premier plan des pays d'Europe orientale, du Caucase et d'Asie centrale;

7. De communiquer la résolution de l'atelier aux instances compétentes et concernées des pays d'Europe orientale, du Caucase et d'Asie centrale et aux organes relevant de la Convention, particulièrement aux membres du Groupe de travail des stratégies et de l'examen et du Groupe de coordination des pays d'Europe orientale, du Caucase et d'Asie centrale;

8. Pour obtenir un complément d'information, s'adresser aux organisateurs de l'atelier spécial ou aux Coprésidents de l'Équipe spéciale de l'azote réactif (tfrn@ceh.ac.uk).